



CENTENARY OF THE INTERNATIONAL MUNICIPAL MOVEMENT
CENTENAIRE DU MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL
CENTENARIO DEL MOVIMIENTO MUNICIPAL INTERNACIONAL

Un centenaire plein de promesses

Contribution d'Alain LE SAUX, secrétaire général de Metropolis

Le centenaire de notre mouvement me donne l'occasion d'apporter une contribution personnelle. J'ai découvert le mouvement international des villes et des autorités locales en juin 1988 lors de mon incorporation à Metropolis en tant que Directeur scientifique. Le Président Michel Giraud et le Secrétaire général Pierre Pommellet me proposèrent de réfléchir à la création d'un Institut Metropolis de prévention des risques majeurs car ils avaient été fortement sensibilisés par le tremblement de terre de Mexico de 1985 dont les séquelles étaient encore très visibles au moment du 2^e congrès de Metropolis en 1987.

L'équipe de Metropolis était alors dirigée par Marianne Anache et comprenait 5 personnes mais pouvait s'appuyer sur le vivier des 200 collaborateurs de l'Institut d'Aménagement de la Région d'Ile-de-France (IAURIF) dont nous étions tous les collaborateurs et que dirigeait Pierre Pommellet.

Je n'aurai jamais imaginé à cette époque être un jour Secrétaire général de Metropolis et vivre aussi intensément le développement de notre mouvement au cours de toutes ces années. Comme contribution à l'évènement que constitue le centenaire de notre mouvement, je retiens la séquence 1991-1997 car elle me semble avoir été déterminante de tout ce qui se déroula ensuite.

Je souhaite tout d'abord rendre hommage aux principaux acteurs politiques de cette séquence : Pierre Mauroy, Michel Giraud, Pasqual Maragall, Ricardo Triglia, Mamadou Diop, Jaime Ravinet, Jaime Lerner, Norbert Burger, Jorge Sampaio, Daby Diagne, Ernest Koumo Mobio, Bernard Stasi, Agustin Marina. Tous étaient animés d'une volonté déterminée, ils étaient lucides et visionnaires et d'un engagement sans faille dans l'action internationale des collectivités locales.

Au niveau technique et administratif je souhaite citer Jean-Marie Tétard, Michel Bescond, Alberto Laplaine Guimaraes, Drew Horgan, Paul Bongers, Peter Slits, Elisabeth Gateau, Margarita Obiols, Selahatin Yildirim, Marianne Anache, Alain Le Saux, Regis Vigneau, Robert Smith, Badredine Senoussi, Jean-Pierre Elong Mbassi, Lakbir Shinchal, Jordi Borja, Jaime Torreslara. Nous avons tous œuvrés pour la réussite de notre mouvement tout en défendant parfois farouchement les intérêts de nos organisations respectives !

New-York, Curitiba, Rio de Janeiro, Lisboa, Istanbul, Paris, 6 étapes qui ont permis de faire évoluer notre mouvement et de générer une dynamique collective dont l'aboutissement a été la création de CGLU.

La proximité géographique et culturelle avec la FMCU (UTO), qui comme Metropolis était basée à Paris, a permis des échanges permanents de façon plus naturelle et

souvent complice qu'avec nos collègues de IULA dont l'attitude était moins coopérative et souvent hégémonique. La première aventure commune dont je me souviens concerne la conférence de Rio à la préparation de laquelle nous avons participé tardivement mais qui a été le déclencheur d'un travail en commun régulier et d'une prise de conscience qu'ensemble il était possible de faire valoir le point de vue original des autorités locales auprès de la communauté internationale.

New-York, Curitiba et Rio

IULA, la FMCU et METROPOLIS entamèrent leur collaboration à propos de l'adoption du chapitre 28 de l'Agenda 21 lors de la dernière commission préparatoire organisée à New-York en décembre 1991.

Il faut souligner ici le remarquable travail de rédaction réalisé par Jeb Brugmann le Secrétaire général d'ICLEI avec la contribution de Michael Cohen Vice président de la Banque mondiale et rappelé l'appui efficace dont nous avons bénéficié alors de la part de Maurice Strong le Secrétaire général de la CNUED et de Serge Antoine son adjoint. Grâce à leur soutien, Jean Doré, Maire de Montréal et représentant du Sommet des grandes Villes du Monde s'est exprimé devant l'Assemblée générale de la Conférence.

Pour aussi volontariste qu'elle fut, notre collaboration avec IULA n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Nous étions à la fois en coopération mais aussi très souvent dans une compétition permanente et en rivalité dans la mesure où pour nos collègues de IULA l'antériorité de leur organisation devait automatiquement leur donner la première place pour représenter les autorités locales au niveau mondial. Ainsi, lors de la conférence de Rio alors que le choix de Jean Doré, Maire de Montréal avait été conjointement décidé, nos collègues de IULA et d'ICLEI avaient négocié subrepticement que Sir John Chatfield le remplacerait. Il nous fallu beaucoup de conviction pour faire revenir l'ONU à la décision initiale !

A la veille de la CNUED, à l'invitation de Jaime Lerner, nous nous retrouvâmes à Curitiba fin mai où fut adoptée une déclaration des autorités locales sur le développement durable. C'est là que fut prise la décision de créer le Groupe des 4 (G4) composé de IULA, de la FMCU, du SOMMET des grandes villes du monde et de METROPOLIS.

Notre participation à la Conférence de Rio fut positive, l'article 28 fut adopté ainsi que la proposition d'Agenda 21 locaux qui reconnaissait le rôle positif que joue les autorités locales en faveur du développement durable.

Lisboa 1994

Lisboa accueillit en 1994 le congrès de la FMCU. Dans ce cadre Pascual Maragall déclara « Face aux Nations Unies nous devons être les Cités Unies ». Phrase clé qui résumait parfaitement les volontés de nos organisations. Il fut décidé d'élargir le G4 aux grandes associations régionales : l'Union des villes Africaines, Arab Towns Organization, Citynet, Flacma, Eurocités et de créer le G4+ qui aurait en charge l'organisation de la première assemblée mondiale des villes et des autorités locales (AMVAL) qui serait organisée à Istanbul en prélude au Sommet des Villes.

IULA s'opposa à l'entrée d'ICLEI dans le G4+ considérant qu'elle n'était pas un réseau politique et qu'elle était partie intégrante de IULA. Cette décision n'a pas été

remise en cause lors de la création de CGLU, on ne peut que le regretter aujourd'hui.

A Lisboa, Wali N'Dow, le secrétaire général de la conférence Habitat II et Jorge Wilhelm son adjoint nous apportèrent tout leur soutien et acceptèrent la proposition du G4+ d'intégrer les autorités locales en tant que telles comme participants à Habitat II. Ils invitèrent les membres du G4+ à participer activement et apporter leurs contributions lors des commissions préparatoires et à agir en direction de leurs gouvernements respectifs afin qu'ils appuient cette proposition.

Il fut décidé que l'AMVAL serait organisée en prélude à Habitat II et en 1995 la rédaction du projet de déclaration de cette première assemblée mondiale fut confiée à l'UVA.

Istanbul et Paris 1996

En ouverture de l'AMVAL, le Président de Metropolis Michel Giraud posa le principe de la création d'une coordination mondiale des associations de Villes et d'Autorités locales (CAMVAL). Cette proposition se heurta d'emblée à une opposition franche de la bureaucratie d'IULA qui considérait inutile de créer une structure supplémentaire.

Jorge Sampaio, Pasqual Maragall, Daby Diagne et les représentants des organisations régionales renforcèrent la proposition. Face aux réticences d'IULA, METROPOLIS et la FMCU proposèrent que IULA assure la première présidence tournante de la CAMVAL ce qu'accepta Jaime Ravinet contre l'avis de son administration. Le principe était donc arrêté et la déclaration finale comportant la proposition de création de la CAMVAL pouvait être adoptée.

C'est à l'invitation de Michel Giraud que fut officiellement créée la CAMVAL le 7 Septembre 1996 à Paris. Comme convenu à Istanbul Jaime Ravinet fut élu Président, Jean-Pierre Elong Mbassi fut nommé secrétaire général et la Ville de Genève offrit d'accueillir la CAMVAL.

La conférence d'Istanbul fut l'occasion d'une première participation des autorités locales es qualité mais ne fut pas accompagnée de la reconnaissance politique que souhaitaient nos élus. La décentralisation heurtait la conception de nombreux Etats dont certains s'opposèrent à une reconnaissance des autorités locales.

New-York 1997

Une délégation de la CAMVAL conduite par Jaime Ravinet, avec Norbert Burger (IULA), Daby Diagne (FMCU), Hortense Aka Anghui (Metropolis) fut reçue par Koffi Annan Secrétaire général de l'ONU afin de prolonger les acquis d'Istanbul et confirmer la demande des autorités locales pour une reconnaissance politique.

D'autres développements ont suivi jusqu'à la création de CGLU à Paris en 2004 qui est un aboutissement logique de cette séquence mais ne constitue qu'une étape de plus d'une longue histoire qui ne fait que débiter !

Barcelone 8 septembre 2013